

" contrôler aujourd'hui... "

• combattre ensemble

Le PSU a toujours connu deux tentations :

L'une, c'est de n'exister que par rapport aux autres, et tout particulièrement par rapport au PC et au PS : contre eux, à côté d'eux, entre eux, etc. L'infinité des positions possibles, selon les phases du débat entre le PC et le PS, garantit l'éternité des discussions.

L'autre, c'est de se considérer comme une sorte de Maison de la Culture du mouvement révolutionnaire : institution d'utilité quasi publique où les divers courants de l'extrême-gauche viennent vider leurs querelles ou partager leurs rêves.

Dans la foulée du mouvement de Mai 68, le PSU avait tenté d'échapper à ses démons : il y était largement parvenu lors de son 6^e Congrès, à Dijon, en mars 69, par l'adoption des 17 thèses. Au bout de quelques mois les contradictions du gauchisme ont rouvert la voie aux traditions : ce fut le Conseil National de Rouen en mai 70, avec ses quatre textes et la division du Bureau national. Dès lors, trois voies furent proposées au parti, non sans confusion, querelles de personnes et sous-divergences :

- Devenir une « Ligue communiste », avec diverses variations sur l'unité des révolutionnaires : les conséquences les plus sensibles portaient sur l'action syndicale (pratiques de fraction), les organisations de masse (frontisme et refus des « mouvements de masse »), l'organisation du parti, etc.

- Partir à la recherche du prolétariat, à la lumière de la pensée de Mao tsé Toung, tout en s'efforçant de correspondre à l'expression spontanée des masses populaires (autrement

dit concilier VLR et la GP).

3. - Assurer la politisation des luttes sociales non seulement par le développement des luttes, mais aussi par la mise en évidence d'un projet socialiste : la stratégie du PSU devait permettre de lier luttes sociales et luttes politiques, permettre une expression politique nouvelle du mouvement populaire pour empêcher sa récupération ou son contrôle par les forces réformistes.

On n'insistera jamais assez sur l'antinomie absolue entre la première et la seconde voie. Seule leur commune opposition à la troisième fondait leur unité. Ou bien le parti allait à l'éclatement ou bien il tentait de reconstituer son unité autour d'une orientation majoritaire : le Congrès était la seule instance d'arbitrage possible. A Lille, quatre courants et non trois s'opposèrent puisqu'une tendance (le courant 5) refusa de se définir clairement, préférant laisser le soin à la « direction » du parti de rendre les arbitrages nécessaires. Dès ce moment cependant, ce courant se divisait entre ceux qui avaient pour préoccupation principale d'assurer l'unité du parti et ceux qui pensaient avant tout à en occuper la direction. Le Congrès de Lille donna la majorité absolue au texte défendu par Michel Rocard : le parti avait choisi. On vit alors se développer deux attitudes :

— La bataille parlementaire, à la DPN, pour tenter, toutes oppositions réunies de mettre le Bureau national en minorité ;

— la préparation du départ, en s'efforçant d'entraîner le maximum des militants les uns



vers la Ligue communiste, les autres dans la Gauche révolutionnaire, en ne laissant plus rien derrière soi.

En s'exprimant à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, ces deux attitudes ne faciliteront pas le développement de la troisième voie évoquée plus haut.

C'est ainsi que le travail programmatique indispensable, et décidé fin novembre conformément aux mandats de Lille, ne put se développer sérieusement. Alors que la situation politique évoluait rapidement (difficultés de la majorité, rapprochement PC-PS), le PSU risquait d'être paralysé. Le Bureau national s'est efforcé de faire face à ses responsabilités, mais devant le blocage du travail en DPN, il fallait bien que le parti donne à nouveau son arbitrage. Le Conseil de Juvisy le rendit clairement : ceux qui entendaient quitter le PSU étaient invités à le faire, des orientations précises (CNO, législatives...) étaient données, la préparation du 8^e Congrès était engagée pour aboutir à une attitude globale et sans équivoque dans la période à venir. La bataille parlementaire prenait fin et des camarades qui s'étaient opposés au courant majoritaire de Lille, puis ensuite au Bureau national, décidaient de travailler désormais à l'unification du parti, sans trahir leurs options, mais en recherchant avec le Bureau national la base de propositions communes.

La collaboration qui s'est alors instaurée a permis d'aboutir à un texte unique pour la préparation du Congrès de Toulouse. Ce texte qui a pris la forme d'un projet de

manifeste, ne représente pas un compromis boiteux : c'est une expression nouvelle et positive de la pratique réelle des militants, sous ses aspects les plus originaux et les plus offensifs. En ce sens, il prolonge les thèses de Dijon, en intégrant l'expérience de ces trois dernières années et en répondant aux exigences de la période.

En adoptant ce Manifeste, amendé, corrigé, précisé par les militants, le parti pourra échapper une fois de plus à ses démons : il retrouvera sa raison d'être, non plus seulement pour nous, mais pour tous les travailleurs qui ont besoin que leurs luttes soient prolongées sur le plan politique.

Pour pouvoir vaincre non seulement le patronat, mais l'Etat bourgeois qui garantit la domination capitaliste, les luttes sociales doivent s'exprimer en un projet sur la société à construire : à cet égard, qu'on le veuille ou non, la perspective de l'autogestion, à condition qu'elle soit dégagée de ses ambiguïtés technocratiques ou anarchisantes, peut répondre aux exigences de la mobilisation populaire sans laquelle il n'y a pas d'avenir socialiste.

A Toulouse, une fois de plus, l'avenir du PSU sera en cause. Mais plus largement c'est l'avenir du combat socialiste en France qui va se jouer dans les mois à venir : nous devons être capables de faire face à nos responsabilités sur des bases plus solides et dans la confiance retrouvée.

Robert CHAPUIS.